

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE DE BERCLOUX

16 rue de la Mairie
17770 Bercloux

Références : 2025 1563 UbD16-86 Env
Code AIOT : 0003106433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement DISTILLERIE DE BERCLOUX SARL implanté 16 rue de la Mairie 17770 Bercloux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE DE BERCLOUX SARL
- 16 rue de la Mairie 17770 Bercloux
- Code AIOT : 0003106433
- Régime : Enregistrement

L'établissement produit divers spiritueux (Whisky, Cognac, Gin). Il dispose d'un arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 20 décembre 2022 pour l'exploitation des installations classées suivantes :

- 2 locaux de distillation totalisant une capacité de charge de 64 hl répartis sur 5 alambics (rubrique 2250 - régime E) ;
- 2 chais de stockage d'eaux-de-vie totalisant une capacité de 449,6 m³ (rubrique 4755 - régime DC) ;
- 1 réservoir de propane de 13 t (rubrique 4718 - régime DC) ;

- un atelier de brassage de céréales de 10 t/j de produits entrants au maximum (rubrique 2220-2 - régime D) ;
- un chai de vinification d'une capacité de production de 5000 hl/an (rubrique 2251 - régime D).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications apportées	Code de l'environnement, article R.512-46-23	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article I.g)	Demande d'action corrective	1 mois
3	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Rétention de la bâche de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27 > I.	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Rétention de l'aire de dépotage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Rétention associée aux GRV d'alcools	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8.1.	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Relevés des prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 33	Demande d'action corrective	15 jours
8	Disconnexion du forage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 33	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Déclaration annuelle de l'eau souterraine prélevée	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de la présente inspection que les conditions de gestion des déchets liquides mises en place par l'exploitant ne correspondent pas à ce qui était présenté dans son dossier d'enregistrement de 2022 :

- Le traitement par épandage peut être poursuivi à condition que le plan d'épandage soit transmis à l'inspection et justifie d'une surface apte à l'épandage suffisante par rapport à la quantité d'effluents produits ;
- Par contre, le rejet indirect dans les eaux souterraines, rejet dans un étang artificiel non étanche, des eaux traitées par la STEP interne doit quant à lui être arrêté.

Par ailleurs, plusieurs constats de non-conformités portent sur l'absence de rétention associée à des stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols, dont en particulier le stockage d'effluents dans une bâche souple de 200 m³.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-46-23
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : II. - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. <u>Article 2 de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990</u> relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées : « le rejet [direct ou indirect] en provenance d'installations classées de substances relevant de l'annexe au présent arrêté est interdit dans les eaux souterraines. »
Constats : D'après le dossier d'enregistrement déposé par l'exploitant en 2022 ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 20 décembre 2022, l'exploitant avait déclaré que les résidus liquides générés par ses activités seraient expédiés vers des installations de traitement extérieures (méthanisation). Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant a modifié les conditions de traitement des déchets liquides générés par ses activités sans l'avoir porté à la connaissance du préfet : <ul style="list-style-type: none">• D'une part, les résidus de distillation sont épandus. L'exploitant a présenté le plan d'épandage qu'il a réalisé à l'été 2025 ;• D'autre part, les eaux de lavage sont traitées dans une station d'épuration interne avant d'être rejetées dans un étang artificiel non étanche situé dans l'emprise du site. L'exploitant n'a pas mis en place d'autosurveillance régulière de la qualité des eaux traitées ainsi rejetées au milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ L'exploitant doit régulariser le traitement des effluents par épandage qu'il réalise en transmettant au préfet un dossier de "porter-à-connaissance" de cette modification avec tous les éléments d'appréciation, comprenant en particulier le plan d'épandage. ➔ Par ailleurs, l'exploitant doit cesser de rejeter dans son étang artificiel les eaux traitées issues de sa station d'épuration (STEP) interne. Les effluents orientés vers cette station d'épuration peuvent être : <ul style="list-style-type: none">• soit inclus dans le plan d'épandage sus-mentionné, sans traitement préalable par la STEP interne ;

<ul style="list-style-type: none"> • soit expédiés vers une installation de traitement d'effluents biologiques extérieure, avec ou sans traitement préalable par la STEP interne ; • soit rejetés dans un cours d'eau après traitement par la STEP interne <u>si et seulement si</u> le rejet respecte les conditions fixées à l'article 31 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14/01/2011.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article I.g)
Thème(s) : Risques chroniques, Épandage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les surfaces effectivement épandues ; • les références parcellaires ; • les dates d'épandage ; • la nature des cultures ; • les volumes et la nature de toutes les matières épandues ; • les quantités d'azote global, épandues toutes origines confondues ; • l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage (...). <p>Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable à la fin de chaque semaine au cours desquelles des épandages ont été effectués.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne tient pas de cahier d'épandage réunissant formellement et de manière inaltérable l'ensemble des informations requises à ce titre.</p> <p>L'exploitant a cependant pu présenter sur son téléphone les quelques informations (parcelles, dates et quantités épandues) qui lui sont transmises par son opérateur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'exploitant doit établir et tenir à jour un cahier d'épandage réunissant de manière inaltérable l'ensemble des informations requises.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). <p>À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.</p> <p>(...)</p>
Constats : D'après le dossier d'enregistrement déposé par l'exploitant en 2022 ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 20 décembre 2022, la défense incendie du site devait être assurée par la mise à disposition du SDIS d'une réserve d'eau de 120 m ³ , en bache souple, positionnée à proximité de l'accès Est du site. L'exploitant n'a pas installé cette bache souple. Il déclare avoir mis en place un poteau incendie privé alimenté par son étang artificiel présent à l'intérieur du site. L'exploitant déclare que le SDIS est venu réceptionner ce point d'eau mais il n'apparaît pas encore sur la base de données du SDIS recensant les points d'eau incendie du département.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">→ L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments justifiant de la réception de son point d'eau incendie par le SDIS (PV de réception).→ L'inspection demande également à l'exploitant une description détaillée du fonctionnement de son point d'eau incendie afin de justifier qu'il permet de fournir un débit de 60 m³/h.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rétention de la bâche de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : En attente de leur épandage, les résidus de distillation ("vinasses", "bièrasses") sont stockés dans une bâche souple de 200 m ³ . Cette bâche souple n'est pas associée à une capacité de rétention. En cas de fuite de la bâche, son contenu se déverserait dans le réseau de collecte des eaux pluviales du site qui aboutit à un bassin d'orage étanche. La capacité de ce bassin d'orage n'est pas suffisante pour assurer la rétention de 100 % du volume de la bâche.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit aménager une plate-forme étanche pour son moyen de stockage d'effluents liquides et associer cette plate-forme à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette capacité de rétention peut être : <ul style="list-style-type: none">• locale (plate-forme délimitée par des murets d'une hauteur suffisante) ;• ou déportée, en utilisant par exemple le bassin d'orage actuel ; le cas échéant, le bassin d'orage doit être agrandi ou complété par un 2nd bassin étanche pour atteindre le volume minimum requis. À noter que l'exploitant peut remplacer la bâche de 200 m ³ par deux bâches de 100 m ³ . Dans ce cas, la capacité de rétention commune à constituer serait de 100 m ³ et non de 200 m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Rétention de l'aire de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées à l'article 28. Le chargement/déchargement des véhicules citernes ne peut être effectué en dehors d'une aire aménagée à cet effet.
Constats : Le site dispose d'une aire de chargement-déchargement aménagée et raccordée au bassin d'orage étanche qui peut alors servir de capacité de rétention lors des opérations de chargement ou déchargement. Cependant, il a été constaté lors de la visite que le bassin d'orage dispose d'une conduite d'évacuation en point bas qui est laissée ouverte par défaut pour l'évacuation des eaux pluviales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">➔ Dès lors que le bassin d'orage assure également la fonction de capacité de rétention associée à l'aire de chargement-déchargement, sa conduite d'évacuation en point bas doit être maintenue fermée par défaut.➔ Les eaux pluviales s'y versant doivent alors être évacuées par pompage ou par action manuelle d'un système d'ouverture-fermeture en point bas (vanne d'obturation par exemple).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Rétention associée aux GRV d'alcools

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout récipient contenant de l'alcool est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100% de la capacité du plus grand récipient,- 50% de la quantité susceptible d'être présente des récipients associés à la rétention. (...)
Constats : Les GRV d'alcools de TAV > 40 % vol. situés en extérieur sur une plate-forme bétonnée à proximité des locaux de distillation ne sont pas associés à une capacité de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">➔ L'exploitant doit aménager des murets sur la plate-forme de stockage des GRV d'alcools à proximité des locaux de distillation de sorte que l'ensemble des GRV soit associé à une capacité de rétention au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :<ul style="list-style-type: none">• 100% de la capacité du plus grand récipient,• 50% de la capacité totale des récipients associés à la rétention.

Des mesures alternatives assurant une efficacité équivalente peuvent être proposées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Relevés des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. (...)
Constats : La conduite de prélèvement d'eau souterraine est équipée d'un compteur d'eau. L'exploitant ne dispose pas de registre des relevés des volumes d'eau prélevés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit effectuer un relevé hebdomadaire des volumes d'eau souterraine prélevés et renseigner ses volumes dans un registre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Disconnexion du forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : (...) <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p>
Constats : L'exploitant déclare que son équipement de prélèvement d'eau souterraine est équipé d'un clapet anti-retour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la fiche technique de ses équipements de prélèvement d'eau souterraine permettant de justifier que l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Déclaration annuelle de l'eau souterraine prélevée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - (...) - -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors (...) que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ; (...)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est autorisé à prélever 30 000 m³/an d'eau souterraine (cf. article 1.2.2. de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 20/12/2022).</p> <p>L'exploitant ne déclare pas annuellement le volume d'eau souterraine effectivement prélevé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p style="padding-left: 40px;">➔ L'exploitant doit déclarer sur l'application GEREPE, avant le 31 mars de chaque année, le volume total d'eau souterraine prélevé dans l'année précédente.</p> <p>Pour cela, l'exploitant doit au préalable se créer un compte Cerbere en suivant la procédure détaillée à l'adresse https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere puis solliciter l'inspection pour disposer des droits GEREPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois